



# **Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**

Doha, 12-19 avril 2015

Distr. limitée  
14 avril 2015  
Français  
Original: anglais

## **Projet de rapport**

*Rapporteuse générale:* Sintija **Oskalne** (Lettonie)

### **Additif**

## **Débat de haut niveau du Congrès**

1. Le débat de haut niveau s'est tenu en séance plénière du 12 au 14 avril 2015. Des déclarations y ont été faites par 96 hautes personnalités.

### **A. Déclarations faites au débat de haut niveau**

2. La 1<sup>re</sup> séance du débat de haut niveau, le 12 avril, a été présidée par le Président du Congrès, Abdullah bin Nasser bin Khalifa al-Thani, et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

Sam Kutesa  
Président de l'Assemblée générale

Martin Sajdik  
Président du Conseil économique et social

Evandro de Sampaio Didonet  
Ambassadeur et Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des 77 et de la Chine)

Adelakun Abel Ayoko  
Ambassadeur et Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des États d'Afrique)

Bassam Sameer al-Talhouni  
Ministre de la justice de la Jordanie (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique)



3. La 2<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 12 avril, a été présidée par la Princesse Bajrakitiyabha Mahidol (Thaïlande), et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

Gloria del Carmen Young Chizmar  
Ambassadrice et Représentante permanente du Panama auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des États  
d'Amérique latine et des Caraïbes)

Gyorgyi Martin Zanathy  
Ambassadrice et Représentante permanente de la Délégation de l'Union  
européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom de  
l'Union européenne)

Kotaro Ohno  
Procureur général du Japon

Ivica Dačić  
Premier Vice-Président et Ministre des affaires étrangères de la Serbie

Sebahattin Öztürk  
Ministre de l'intérieur de la Turquie

Andrea Orlando  
Ministre de la justice de l'Italie

Robert Pelikan  
Ministre de la justice de la République tchèque

Wu Aiyang  
Ministre de la justice de la Chine

Tomáš Borec  
Ministre de la justice de la Slovaquie

Abdulmalik bin Abdullah bin Ali al-Khalili  
Ministre de la justice d'Oman

Morgan Johansson  
Ministre de la justice et des migrations de la Suède

Félix Braz  
Ministre de la justice du Luxembourg

Fikrat F. Mammadov  
Ministre de la justice de l'Azerbaïdjan

Natalia Gherman  
Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration  
européenne de la République de Moldova

Wolfgang Brandstetter  
Ministre de la justice de l'Autriche

Mohammad Bagher Olfat  
Chef adjoint de la magistrature de la République islamique d'Iran

Paiboon Koomchaya  
Ministre de la justice de la Thaïlande

Cristina Ramírez Chavarría  
Ministre de la justice et de la paix du Costa Rica

Abdul Qadir Baloch  
Ministre fédéral des États et des régions frontalières du Pakistan

4. La 3<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 13 avril, a été présidée par Cristina Ramírez Chavarría (Costa Rica), et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

Orsat Miljenić  
Ministre de la justice de la Croatie

Rui Jorge Carneiro Manguera  
Ministre de la justice et des droits de l'homme de l'Angola

Samuel Santos López  
Ministre des affaires étrangères du Nicaragua

Galo Chiriboga Zambrano  
Procureur général de l'Équateur

Ashraf Rifi  
Ministre de la justice du Liban

Tea Tsulukiani  
Ministre de la justice de la Géorgie

Mamadou Gnénéma Coulibaly  
Ministre de la justice, des droits de l'homme et des libertés publiques de la Côte d'Ivoire

Oryem Henry Okello  
Ministre des affaires étrangères par intérim de l'Ouganda

Mohammed Bushara Dousa  
Ministre de la justice du Soudan

Sayed Yousuf Halim  
Ministre de la justice par intérim de l'Afghanistan

Ghanim bin Fadhel al-Buainain  
Ministre des affaires parlementaires du Bahreïn

Mohamed Salah Ben Aissa  
Ministre de la justice de la Tunisie

Tayeb Louh  
Ministre de la justice de l'Algérie

Pelonomi Venson-Moitoi  
Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Botswana

Thelma Esperanza Aldana Hernández  
Procureure générale du Guatemala

Yaacoub Abdulmohsen al-Sanaa  
Ministre de la justice et Ministre des awqaf et des affaires islamiques du  
Koweït

5. La 4<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 13 avril, a été présidée par Yaacoub Abdulmohsen al-Sanaa (Koweït), et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

D. V. Sadananda Gowda  
Ministre de la loi et de la justice de l'Inde

Ibrahim al-Jaafari  
Ministre des affaires étrangères de l'Iraq

Mostafa Ramid  
Ministre de la justice et des libertés du Maroc

José Eduardo Ayú Prado  
Juge et Président de la Cour suprême de justice du Panama

Garvin Edward Timothy Nicholas  
Procureur général de la Trinité-et-Tobago

Bam Dev Gautam  
Vice-Premier Ministre et Ministre de l'intérieur du Népal

Davies Mwila  
Ministre de l'intérieur de la Zambie

Umar Naseer  
Ministre de l'intérieur des Maldives

Aminu Bashir Wali  
Ministre des affaires étrangères du Nigéria

Neneh Macdouall-Gaye  
Ministre des affaires étrangères de la Gambie

Fatma Abdulhabib Fereji  
Ministre d'État de la République-Unie de Tanzanie

Abdullahi Ahmed Jama  
Ministre de la justice de la Somalie

Valentin Rybakov  
Ministre adjoint des affaires étrangères de la République du Bélarus

Roberto Rafael Campa Cifrián  
Sous-Secrétaire à la prévention et à la participation citoyenne, Ministère de  
l'intérieur du Mexique

Aurea Roldan Martin  
Sous-Secrétaire du Ministère de la justice de l'Espagne

Kim Joo-Hyun  
Vice Ministre de la justice de la République de Corée

John Jeffery  
Ministre délégué chargé de la justice et du développement constitutionnel de  
l'Afrique du Sud

Mohamed Abdghani Iwaiwi  
Procureur général de l'État de Palestine

6. La 5<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 13 avril, a été présidée par Orsat  
Miljenić (Croatie), et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

Tiina Astola  
Secrétaire permanente au Ministère de la justice de la Finlande

Beto Vasconcelos  
Secrétaire national à la justice du Brésil

Ivan Šimonović  
Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme du Haut-Commissariat aux  
droits de l'homme

Tsogoo Ugangerel  
Vice-Ministre de la justice de la Mongolie

Luis E. Arreaga  
Sous-Secrétaire adjoint principal, Représentant spécial du Secrétaire d'État des  
États-Unis d'Amérique

Ashot Hovakimian  
Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Arménie

Saeed bin Abdullah Alqahtani  
Vice-Ministre des affaires opérationnelles de l'Arabie saoudite

Jean-Paul Laborde  
Sous-Secrétaire général et Directeur exécutif de la Direction exécutive du  
Comité contre le terrorisme

Carlos Alfredo Castaneda Magaña  
Vice-Ministre des relations extérieures, de l'intégration et du développement  
économique d'El Salvador

Susan le Jeune d'Allegeershecque  
Ambassadrice et Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies à  
Vienne

Dragana Kiprijanovska  
Vice-Ministre des affaires étrangères de l'ex-République yougoslave de  
Macédoine

Christophe Payot  
Ambassadeur de Belgique au Qatar

Adenan Bin Ab. Rahman  
Vice-Secrétaire général de la Malaisie

Muthoni Kimani  
Solliciteuse générale adjointe principale, Ministère public du Kenya

Khanh Ngoc Nguyen  
Vice-Ministre de la justice du Viet Nam

Lucie Angers  
Avocate générale et Directrice des relations extérieures, Section de la politique  
en matière de droit pénal, Ministère de la justice du Canada

Mansa Ountana  
Ambassadeur du Burkina Faso en Arabie Saoudite

Ernesto Plasencia  
Ambassadeur de Cuba au Qatar

Reynaldo A. Catapang  
Directeur exécutif du Ministère des affaires étrangères des Philippines

Christine Jeangey  
Spécialiste des droits de l'homme, Conseil pontifical Justice et Paix du  
Saint-Siège

7. La 6<sup>e</sup> séance du débat de haut niveau, le 14 avril, a été présidée par Galo Chiriboga Zambrano (Équateur), et les hautes personnalités ci-après y ont fait des déclarations:

Kristian Oedegaard  
Ministre conseiller à la Mission permanente de la Norvège auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Alexander Savenkov  
Vice-Ministre de l'intérieur de la Fédération de Russie

António da Costa Moura  
Secrétaire d'État à la justice du Portugal

Khaled Abdelrahman Shamaa  
Ambassadeur et Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation  
des Nations Unies à Vienne

Konrad Max Scharinger  
Ambassadeur et Représentant permanent de l'Allemagne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Marion Paradas  
Ambassadrice et Représentante permanente de la France auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Yvette van Eechoud  
Ambassadrice des Pays-Bas au Qatar

Bernardo Stadelmann  
Vice-Directeur du Département fédéral de justice et police de la Suisse

Rachmat Budiman  
Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Judy Lind

Directrice exécutive, Stratégie et capacités spécialisées, Commission australienne chargée de la lutte contre la criminalité

Simon Madjumo Maruta

Ambassadeur et Représentant permanent de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Felix Moreno Martinez

Chargé d'affaires, Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Issa Abdullah

Sous-Secrétaire du Ministère de la justice de la Libye

Magdy Martínez-Solimán

Sous-Secrétaire général, Administrateur assistant et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

José Bonifácio Borges de Andrada

Procureur général fédéral associé, Présidence pro tempore de la Réunion spécialisée des procureurs du Marché commun du Sud (MERCOSUR)

Alexey Lizhenkov

Directeur du Département contre les menaces transnationales, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

Martin Kreutner

Doyen et Secrétaire exécutif de l'Académie internationale de lutte contre la corruption

Afaf Mahfouz Schieren et Michael Platzer

Alliance des organisations non gouvernementales pour la prévention du crime et la justice pénale

## **B. Résumé du débat général**

8. Le Secrétaire général du Congrès a rappelé les négociations qui étaient en cours sur le programme de développement pour l'après-2015 et a fait observer que le Congrès avait là une occasion unique de contribuer à cet important processus en promouvant une démarche globale qui prévoie l'intégration de mesures efficaces de prévention du crime et de justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies, notamment en faveur des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la protection de l'enfance. Les congrès se tenaient depuis 60 ans et avaient joué un rôle majeur dans la définition des politiques, l'établissement de normes et le renforcement de la coopération internationale en réunissant de très diverses parties prenantes qui y débattaient des problèmes et priorités en matière de prévention du crime et de justice pénale. Le Secrétaire général du Congrès a souligné que cette conférence était l'occasion de faire un bilan et de convenir de mesures énergiques pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment la corruption, la traite des personnes, le trafic de drogues, la criminalité visant les espèces sauvages, la cybercriminalité et les actes de violence.

Ces infractions comptaient parmi les plus immédiats et les plus menaçants des obstacles au développement durable, et chacun pouvait en ressentir l'effet, en particulier les personnes vulnérables et démunies. Notant la fréquence de la violence dans les pays à faible revenu, le Secrétaire général du Congrès a appelé à renforcer les systèmes de prévention du crime et de justice pénale pour que la police, les tribunaux et les prisons fonctionnent plus efficacement. Il a également indiqué que le Secrétaire général, dans son rapport de synthèse intitulé "La dignité pour tous d'ici à 2030: éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète", le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, dans son rapport, et l'Assemblée générale, dans de nombreuses résolutions, avaient tous souligné qu'il importait de renforcer l'état de droit aux niveaux national et international, d'assurer à tous l'accès à la justice et de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et le développement durable. Il a aussi fait référence aux instruments internationaux relatifs à la criminalité organisée, à la corruption, aux drogues et au terrorisme, qui offraient une assise et un cadre juridique solides pour s'attaquer aux problèmes de criminalité. Par ailleurs, c'était sous l'impulsion notable des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime que des normes et règles des Nations Unies avaient été adoptées sur différents aspects de la prévention du crime et de la justice pénale pour orienter les États Membres dans l'application de mesures et de politiques appropriées. Le Secrétaire général du Congrès s'est de plus déclaré convaincu de la contribution que la Déclaration de Doha pouvait apporter à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 et au renforcement de l'action mondiale. Il a assuré les participants au Congrès du soutien de l'ONUDC, qui soutiendrait aussi les travaux des réunions intergouvernementales à venir, y compris la prochaine session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Enfin, il a remercié les États Membres de leur participation active au Congrès, a souhaité la bienvenue aux représentants de la société civile qui assistaient aux débats et a exprimé sa gratitude au Gouvernement qatari pour la diligence avec laquelle il avait préparé le Congrès et l'hospitalité qu'il avait offerte aux participants.

9. Sur invitation du Président, le Congrès a adopté par acclamation la Déclaration de Doha, dont le texte figure au premier chapitre du présent document.

10. Le Président de l'Assemblée générale, Sam Kutesa, a noté que le thème principal du Congrès tombait à point nommé et qu'il revêtait une double importance: d'une part, il fournissait une occasion de définir le programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale; d'autre part, il contribuerait à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015 qui était en cours au niveau intergouvernemental. Le Président a prévenu que, si la révolution informatique avait des retombées bénéfiques, celles-ci augmentaient les risques que les délinquants et les groupes criminels organisés n'utilisent ces techniques à mauvais escient. Il a mis l'accent sur les conséquences négatives de la criminalité pour les personnes vulnérables et démunies, et a fait remarquer que de nouvelles formes de criminalité, visant notamment les espèces sauvages et les forêts, étaient apparues. Il a souligné que la bonne gouvernance, y compris le respect de l'état de droit, était une composante essentielle de la prévention de la criminalité et du développement durable. Il a noté que les efforts faits pour encourager les investissements privés devaient prendre en compte la bonne gouvernance, la stabilité des institutions publiques et la prévention de la corruption. Il a mis l'accent sur l'importance que revêtaient la détection et la répression à



l'échelle nationale et internationale, notamment le renforcement des capacités en matière de détection et de prévention de la criminalité, le partage de renseignements et de données, et l'analyse criminalistique. Parmi les objectifs de développement durable qui étaient proposés, il a fait ressortir l'objectif 16, dont il a souligné la pertinence pour les débats du Congrès. Enfin, il a rendu compte du débat thématique que l'Assemblée générale avait tenu le 25 février 2015 sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme mondial de développement pour l'après-2015; il a souligné que la prévention de la criminalité et le développement se renforçaient mutuellement et qu'il fallait faire participer le public à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de prévention du crime et de justice pénale.

11. Le Président du Conseil économique et social, Martin Sajdik, a fait observer que le Congrès se tenait à un moment important, marquant une étape décisive au cours d'une année cruciale pour le développement international. Il a appelé l'attention sur le débat qui avait actuellement lieu au sujet du programme de développement pour l'après-2015, notamment sur le Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui devait se tenir sous les auspices du Conseil économique et social; sur la troisième Conférence internationale sur le financement du développement; sur le sommet auquel l'Assemblée générale allait adopter ledit programme; et sur la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a noté que la traite des êtres humains, le trafic de drogues, le trafic illicite de migrants, la violence à l'encontre des femmes, la cybercriminalité, la corruption, les flux financiers illicites, la piraterie maritime, la criminalité visant les espèces sauvages et le terrorisme portaient atteinte aux institutions publiques et compromettaient la paix et la sécurité. Il a affirmé que le seizième des objectifs de développement durable qui étaient proposés revêtait une importance capitale pour prévenir et combattre la criminalité, eu égard en particulier aux buts plus spécifiques qui y étaient fixés concernant la protection des enfants, la promotion de l'état de droit et l'accès à la justice, la lutte contre les flux financiers illicites et le trafic d'armes, et la réduction substantielle de la corruption sous toutes ses formes. S'agissant de renforcement des capacités, il a indiqué que des ressources et compétences supplémentaires seraient nécessaires pour aider les États à poursuivre cet objectif, et que l'ONUDC pouvait jouer un rôle clef dans l'apport d'une telle assistance technique. Il a insisté sur le fait que le succès du programme de développement pour l'après-2015 serait fonction de la manière dont celui-ci serait mis en œuvre et que le Conseil économique et social assumerait une fonction essentielle de coordination et d'orientation en suivant les progrès réalisés. Il a par ailleurs relevé le rôle utile que jouait le Conseil pour ce qui était de favoriser un partenariat mondial entre parties prenantes à cet égard.

12. Le représentant du Brésil, intervenant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a mis en avant l'importance qu'avait le Congrès en ce qu'il réunissait des représentants de gouvernements, d'organisations internationales et d'autres parties prenantes qui y formulaient à l'intention des États Membres des avis précieux sur les politiques de prévention du crime et de justice pénale. Il a souligné que le Congrès offrait aux États Membres une occasion de proposer des orientations stratégiques à d'autres organes délibérants, en particulier à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, concernant l'évolution et les tendances de la criminalité et les outils de prévention, d'enquête, de poursuite et de sanction. Il a rappelé que l'état de droit et le développement durable se renforçaient

mutuellement, et a pris note des efforts qui étaient faits pour intégrer l'état de droit dans le programme de développement pour l'après-2015. Il a pris note du nombre des États qui avaient ratifié les instruments internationaux relatifs à la criminalité organisée et à la corruption ou qui y avaient adhéré, et il a engagé ceux qui ne l'avaient pas encore fait à les ratifier. Il a aussi abordé le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et le prochain démarrage du deuxième cycle d'examen, et a souhaité qu'un tel mécanisme soit créé pour la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée afin d'aider les États parties à l'appliquer. Au sujet de la traite des personnes, il a affirmé avec insistance que les politiques en la matière devaient être intégrées et globales et tenir compte de la nécessité de prévenir ce phénomène et de le réprimer efficacement, ainsi que de fournir une assistance aux victimes. Il a relevé l'importance du chapitre V de la Convention contre la corruption, et celle de l'identification, de la saisie et de la restitution, grâce à la coopération internationale, des avoirs volés, des incidences positives en étant attendues en termes de développement. Il a insisté sur l'utilité que présentait le Congrès pour ce qui était d'aborder les nouvelles formes et modalités de la criminalité, y compris le trafic de biens culturels et les infractions connexes. Conscient des liens qui existaient entre la criminalité transnationale organisée et d'autres formes de criminalité, dont le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et le terrorisme, il a préconisé une coopération internationale resserrée pour y faire face. Il s'est inquiété de l'activité accrue des groupes criminels organisés impliqués dans des actes de terrorisme, notamment de la destruction de sites religieux et culturels, et a engagé les États Membres à redoubler d'efforts dans ce domaine. Il s'est aussi déclaré préoccupé par la cybercriminalité, et il attachait à ce sujet une grande importance aux travaux que menait le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie sur le problème de la cybercriminalité en application de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation; il se félicitait de l'étude à laquelle ces travaux avaient abouti et invitait les États Membres à réfléchir aux nouvelles mesures juridiques qui pourraient être prises aux niveaux national et international pour lutter contre ce phénomène. Il a mentionné les formes nouvelles et émergentes de criminalité visant les espèces sauvages et l'environnement, et a souhaité que la communauté internationale y accorde une attention plus soutenue, sans empiéter sur les travaux déjà menés à l'échelle internationale dans ce domaine. Il a lancé un appel aux États Membres pour qu'ils reconnaissent à quel point il importait d'appliquer les règles et normes des Nations Unies à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables, en particulier pour les femmes et les enfants, et il a rappelé les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) et les Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale qui avaient récemment été adoptées. Il a par ailleurs indiqué que le Groupe des 77 et de la Chine soutenait l'actuelle révision de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Condamnant fermement toutes les formes de violence à l'égard des femmes, notamment les meurtres sexistes de femmes et de filles, il a appelé la communauté internationale à punir les acteurs de tels actes conformément à la législation nationale et à garantir aux victimes un accès à la justice et à des recours effectifs. Il

a aussi déclaré que le Groupe des 77 et de la Chine condamnait vivement la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille. Il a engagé les États Membres à augmenter les contributions qu'ils versaient à l'ONUDC à des fins générales sans y attacher aucune condition, pour que celui-ci soit mieux à même d'offrir une assistance technique efficace et efficiente à ceux qui en avaient besoin.

13. Le représentant du Nigéria, intervenant au nom du Groupe des États d'Afrique, s'est associé à la déclaration qui avait été faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Il s'inquiétait de la progression du terrorisme dans de nombreux endroits du monde et du fait que les auteurs de tels actes devaient être traduits en justice dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il a pris note du rôle important que jouait le Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDC, qui offrait l'assistance technique nécessaire à cet égard. Il a invité les États à resserrer la coopération internationale, y compris au moyen de la législation nationale, pour lutter contre le financement du terrorisme et empêcher les terroristes de retirer un bénéfice du versement de rançons. Il les a aussi invités à faire le nécessaire pour combattre la corruption et prévenir le transfert à l'étranger d'avoirs volés, ainsi qu'à faciliter l'identification, le gel, la saisie et la restitution des avoirs volés, conformément au chapitre V de la Convention contre la corruption. Il a appelé de ses vœux l'application intégrale de cette convention, y compris des mesures de prévention qui y étaient prévues, et a noté à ce sujet l'importance de la résolution 5/4 de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, relative au suivi de la déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption. Il a insisté sur le fait qu'il fallait protéger les enfants et les jeunes, en particulier dans les pays se relevant de conflits, et a souligné qu'il importait de recueillir des données relatives aux liens entre jeunes et criminalité pour en déceler les causes profondes et y remédier, mais aussi d'appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant et les règles et normes en la matière. Il a fermement condamné toutes les formes de violence à l'encontre des migrants et de leur famille, notamment leur détention injustifiée, et a mis en avant l'intérêt qu'il y avait à ratifier et appliquer les conventions et normes internationales pertinentes pour protéger les droits des travailleurs migrants, indépendamment de leur statut au regard de la législation sur l'immigration, de leur nationalité, de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur âge ou de leur religion. Il a engagé les États à mettre sur pied des systèmes de justice équitables, justes et transparents, notamment en étendant l'aide juridique à l'intention des personnes indigentes et en appliquant les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale. Il a rappelé qu'il était urgent de renforcer la coopération internationale pour lutter contre le trafic de biens culturels. Il a constaté que la cybercriminalité restait un phénomène grave, susceptible d'appeler l'élaboration d'un instrument juridique internationalement contraignant. Évoquant les débats qui avaient cours, en Afrique plus particulièrement, au sujet de l'exploitation minière illégale et du trafic de métaux précieux, il a souhaité que de nouvelles mesures soient prises dans ce domaine et a salué les efforts que l'Afrique du Sud et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice déployaient pour concevoir et promouvoir une stratégie internationale en la matière. Il a préconisé une offre accrue d'assistance technique, à la demande et en fonction des besoins des pays bénéficiaires, en vue de faire face aux problèmes liés au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée et au trafic de drogues.

14. Le représentant de la Jordanie, intervenant au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, a noté l'importance que revêtaient les travaux du Congrès eu égard au programme de développement en cours de négociation pour l'après-2015, en ce qu'ils mettaient l'accent sur la place que tenaient la prévention de la criminalité et la justice pénale dans le développement durable. Il a rappelé que, dans la Déclaration de Salvador, les États Membres avaient reconnu que la prévention du crime et le système de justice pénale étaient au cœur de l'état de droit et qu'un développement économique et social viable à long terme et la mise en place d'un système de justice pénale opérationnel, efficient, efficace et humain se renforçaient mutuellement. Ayant mis en avant les défis de taille que la criminalité visant les espèces sauvages et l'environnement présentait pour le développement économique et la subsistance des populations, il a appelé de ses vœux une démarche globale, faisant appel à la coopération internationale et au renforcement des capacités, face à ces menaces. Il a aussi indiqué qu'il importait de lutter contre les infractions visant les biens culturels, notamment d'identifier correctement et de restituer ceux qui étaient volés en s'attachant par exemple à renforcer la riposte juridique et institutionnelle mise en place face à ces activités criminelles. De ce point de vue, il s'est félicité de l'adoption des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes. Rappelant l'existence de plusieurs instruments juridiques internationaux visant à combattre et réprimer la criminalité, dont la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant et la Convention des Nations Unies contre la corruption, il a insisté sur l'importance des dispositions relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire et à l'identification, au recouvrement et à la restitution au pays d'origine d'avoirs volés. Il a souhaité qu'une attention accrue soit accordée aux groupes démunis, en particulier aux jeunes et aux personnes qui vivaient dans des situations de conflit ou d'après-conflit, et a souligné que les États Membres devaient intégrer des mesures axées sur les droits et adaptées aux besoins spécifiques des hommes et des femmes dans leurs politiques nationales de prévention du crime et de justice pénale.

15. La représentante du Panama, intervenant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a mis l'accent sur le fait que les politiques menées devaient tenir compte des différences entre les sexes et de la vulnérabilité de certains groupes, comme les enfants et les adolescents, les personnes âgées, les minorités ethniques et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées. Elle a pris note des effets positifs et constructifs qu'avaient le développement social et économique et la mise en place d'un système de justice pénale équitable et humain. Elle a reconnu le rôle fondamental que jouait l'ONUDC pour ce qui était d'assurer la cohérence et la coordination des activités visant à prévenir et combattre la criminalité. Au sujet de l'application de la Convention contre la criminalité organisée, elle a signalé que le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes s'inquiétait qu'aucun accord n'ait été conclu à la septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, en octobre 2014, concernant la création d'un mécanisme d'examen. Elle a engagé les États parties à s'efforcer de mettre en place un mécanisme objectif et impartial. Très préoccupée par le trafic illicite de migrants, plus spécifiquement d'enfants, exposés à des risques particulièrement grands de maltraitance, de violence et de délaissement, elle a exhorté la communauté

internationale à élaborer et adopter des politiques telles que ces victimes reçoivent l'assistance dont elles ont besoin. Relevant les problèmes que posaient la fabrication et le trafic d'armes à feu et d'explosifs, elle a souhaité que l'on se donne plus de moyens de dépister, localiser et saisir ce type d'articles. Elle a mentionné à cet égard le Traité sur le commerce des armes, qui était entré en vigueur le 24 décembre 2014. La cybercriminalité, le trafic de biens culturels, la criminalité visant l'environnement (dont l'exploitation minière illégale), le trafic d'organes humains, le trafic de migrants et l'escalade de la délinquance urbaine étaient des formes émergentes de criminalité qui appelaient une coopération internationale améliorée et des cadres juridiques solides. Elle s'est inquiétée des manifestations de la criminalité organisée qui étaient observées dans la région, notamment des activités de bandes impliquant des jeunes, qui justifiaient une riposte collective de la part de toutes les parties concernées, y compris le secteur privé. Enfin, elle a souligné l'intérêt qu'il y avait à recourir à des peines autres que l'emprisonnement lorsque les circonstances s'y prêtaient.

16. La représentante de l'Union européenne a noté le rôle important que jouaient la prévention de la criminalité et la justice pénale pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté. La prévention de la criminalité et la justice pénale occupaient une place de choix dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, y compris en ce qui concernait l'égalité des sexes, l'élimination de la violence sexiste et la promotion de sociétés sans laissés-pour-compte. Elle a fermement condamné les attentats terroristes qui avaient récemment touché l'ensemble des populations, des pays et des patrimoines culturels, et a souligné l'importance de la coopération internationale et d'une action collective face à ces menaces. Elle a engagé les États Membres à veiller à ce que des systèmes de justice équitables, justes et humains, respectueux des normes internationales en matière de droits de l'homme, soient en place. Elle a indiqué que, pour l'Union européenne, la peine de mort était une punition inhumaine, cruelle et dégradante, et il n'existait aucune preuve concluante de sa valeur dissuasive. Elle se félicitait des dispositions que certains États Membres avaient prises pour réduire le nombre d'infractions susceptibles de donner lieu à l'imposition de cette peine, ainsi que des mesures mises en œuvre pour en limiter l'application. Elle a exhorté les États Membres à abolir la peine de mort pour tous les cas de figure. Considérant qu'il importait de s'opposer à la violence visant les femmes et les filles, elle a exhorté les États à adopter des politiques et des pratiques propres à lutter contre ce phénomène. Elle a également condamné toutes les formes de violence visant les enfants et exhorté les États à adhérer aux conventions internationales sur le sujet et à adopter des politiques pour y faire face. Elle a par ailleurs indiqué que l'Union européenne était gravement préoccupée par le fait que l'orientation sexuelle et l'identité de genre servaient toujours de prétexte à de graves violations des droits de l'homme partout dans le monde, et elle a fait part de la détermination de l'Union européenne à protéger les droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées. Elle a aussi noté qu'il fallait lutter contre la corruption, la traite des personnes, le trafic illicite de migrants et la criminalité visant les espèces sauvages. Elle a mentionné les défis que posait la cybercriminalité, et mis en avant la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, qui offrait un cadre pour la coopération internationale. Elle a appelé de ses vœux l'avènement d'une culture de la légalité reposant sur les droits de l'homme et l'état de droit, et exhorté les États Membres à faire participer pleinement et efficacement la société

civile, le secteur privé, le monde universitaire et les autres parties concernées à l'élaboration, à l'application et au suivi des politiques de prévention de la criminalité.

17. Les orateurs ont remercié le Gouvernement qatari de son hospitalité et de la bonne organisation du treizième Congrès, qui était un succès. Ils ont également transmis les remerciements de leurs gouvernements à l'ONUDC, qui assurait le secrétariat du Congrès, pour les préparatifs et l'organisation de celui-ci et la qualité des documents dont il était saisi.

18. Des intervenants ont fait référence au rôle important que jouaient les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en ce qu'ils offraient à des acteurs très divers, dont les États Membres, des organisations internationales et non gouvernementales, des universitaires, des spécialistes du sujet et des membres du public, une occasion de débattre des défis et priorités en la matière, de cerner les tendances et les risques, et d'échanger des bonnes pratiques et des données d'expérience en rapport avec la prévention du crime et la justice pénale. Ils ont pris note de la place toute particulière qu'occupait le treizième Congrès, qui marquait le soixantième anniversaire des congrès et coïncidait avec le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont aussi assuré la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de leur soutien pour la suite à donner au treizième Congrès.

19. Des orateurs ont accueilli favorablement la Déclaration de Doha, qui constituait à leurs yeux un point de départ, et ont souhaité qu'elle soit mise en œuvre de façon à favoriser et renforcer les liens entre prévention du crime, justice pénale, état de droit, droits de l'homme et développement. Des orateurs ont prié les États d'agir conjointement pour soutenir l'application de la Déclaration de Doha et la réponse intergouvernementale énergique que celle-ci apportait aux problèmes liés à la prévention du crime et à la justice pénale en promouvant les réseaux et la coopération à l'échelle internationale. De nombreux orateurs se sont félicités de la place particulière que la Déclaration faisait aux droits des femmes et des enfants, et ont souligné la nécessité de lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris le meurtre sexiste de femmes et de filles. Un orateur s'est dit déçu que la Déclaration ne comporte pas de condamnation de la violence à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées, ni d'appel en faveur d'un moratoire sur la peine de mort et, à terme, de l'abolition de celle-ci.

20. Des orateurs ont noté les importants liens qui existaient entre prévention du crime et justice pénale d'une part et développement durable d'autre part, et ils ont souhaité que la prévention du crime et la justice pénale soient intégrées au programme de développement pour l'après-2015. Plusieurs intervenants ont appelé de leurs vœux une culture de la légalité, qui favoriserait l'état de droit et l'accès à la justice pour tous, afin que les citoyens aient confiance dans la loi et la respectent. Certains ont aussi rappelé que les valeurs de l'état de droit et de la paix étaient inhérentes à toutes les civilisations, cultures et religions. On a fait observer que l'état de droit et la prévention de la criminalité, et le développement économique et social durable, étaient liés et se renforçaient mutuellement, aux niveaux local, régional et international. Des orateurs ont mis l'accent sur le fait que le respect de l'état de droit devait être fondé sur celui des règles et normes en matière de droits de l'homme, qui devaient prévaloir indépendamment de l'orientation sexuelle ou de

l'identité de genre des personnes, et qu'il devait être appuyé par des approches globales de prévention du crime et de justice pénale. Les liens entre développement durable et état de droit d'une part, et lutte contre la pauvreté et création de possibilités de formation et d'emploi d'autre part, ont aussi été mis en avant. On a noté qu'un climat de sécurité, de justice et de bonne gouvernance constituait le terrain le plus propice à l'investissement public et privé.

21. De nombreux orateurs ont souligné qu'il fallait investir dans des stratégies et des institutions de prévention de la criminalité équilibrées, globales et coordonnées aux niveaux national et local. On a mis l'accent à cet égard sur le rôle de la collectivité et des services de répression. Il importait de faire participer la population et de très diverses parties prenantes, dont les organisations de la société civile, le secteur privé, les jeunes et les femmes, à l'élaboration et à l'application de stratégies, mesures et programmes de prévention du crime et de justice pénale. Il fallait en outre promouvoir et préserver l'égalité des sexes et les droits des enfants et des jeunes. À ce sujet, plusieurs orateurs se sont félicités de la tenue du Forum des jeunes de Doha, dont ils ont salué la déclaration et les recommandations, et ont appelé de leurs vœux l'adoption de mesures propres à appuyer et renforcer la participation des jeunes à tous les aspects de la prévention de la criminalité.

22. De nombreux orateurs ont noté l'intérêt qu'il y avait à mener des opérations globales de formation et de sensibilisation, celles-ci constituant des outils de prévention cruciaux qui permettaient d'inscrire la paix, la stabilité et le développement durable dans le long terme pour les générations futures. L'utilité des établissements internationaux de recherche et d'enseignement a été mise en avant, y compris par le représentant des instituts appartenant au réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

23. Plusieurs intervenants ont préconisé l'instauration d'un système de justice pénale juste, efficace, accessible, équitable, responsable et humain, catalyseur essentiel du développement durable. De nombreux orateurs ont appelé l'attention sur les efforts faits en direction d'une réforme globale de la justice pénale, y compris sur les mesures visant à en renforcer l'efficacité, à garantir l'indépendance des juges et procureurs et à réduire le recours à l'emprisonnement grâce aux peines alternatives et à des services de probation améliorés. Certains ont souhaité que la peine de mort soit abolie pour tous les cas de figure. On a fait observer qu'il importait de protéger les victimes et les témoins au cours des procédures pénales, en particulier lorsque celles-ci concernaient des enfants, et de donner aux victimes la possibilité de se faire entendre aux étapes appropriées desdites procédures. Plusieurs intervenants ont souligné que l'indépendance des juges était essentielle à la préservation de l'état de droit et à un accès universel à la justice. On a aussi fait référence aux effets bénéfiques de la médiation et d'autres modes non judiciaires de résolution des conflits, moyens constructifs d'éviter le recours au système de justice officiel.

24. On a relevé qu'il fallait veiller à la réadaptation et à la réinsertion sociale des délinquants afin de réduire la récidive, notamment en leur offrant une formation générale et professionnelle adaptée ainsi que des conseils et des soins de santé physique et mentale. On a souligné qu'il fallait explorer plus avant les peines alternatives à l'emprisonnement, comme un système complet de probation et le recours à la surveillance électronique et à la mise en liberté provisoire. L'accent a été mis sur la justice pour mineurs et l'exploitation optimale des ressources et

services disponibles aux fins de l'éducation, de la formation, de la réadaptation et de la réinsertion sociale des délinquants mineurs. Les orateurs ont engagé les États à appliquer les Règles de Bangkok. Plusieurs intervenants ont rappelé les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale et mentionné les efforts qui étaient faits pour les appliquer. D'autres se sont félicités de l'adoption des Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, et ont mis en avant les mesures prises en faveur de l'accès à la justice des enfants en conflit avec la loi et des victimes et témoins d'infractions.

25. Ayant fait observer qu'il importait de lutter contre la corruption, des orateurs ont espéré voir la Convention contre la corruption universellement ratifiée et intégralement appliquée, notamment au moyen de mesures visant à saisir, geler, confisquer et restituer les avoirs volés. Quelques intervenants ont mentionné les effets néfastes que la corruption pouvait avoir sur le développement économique et social, et la mesure dans laquelle elle nuisait au développement économique et à la confiance qu'inspiraient les institutions judiciaires. D'autres ont noté que la corruption était préjudiciable à la relation entre citoyens et pouvoirs publics, et qu'elle était contraire à l'état de droit. On a fait référence à la création de l'Académie internationale de lutte contre la corruption.

26. Les difficultés liées à la criminalité transfrontière et transnationale ont été évoquées. Ce type de criminalité constituait une menace à la sécurité et à la stabilité dans le monde. Il avait notamment pour effet de décourager l'investissement public et privé, d'alimenter l'instabilité et de marginaliser l'activité économique locale. Les orateurs ont appelé de leurs vœux la ratification universelle et l'application intégrale de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, en particulier des dispositions relatives à la coopération internationale et régionale. Certains ont souhaité la mise en place d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des protocoles qui s'inspirerait du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

27. Condamnant vivement la prolifération du terrorisme et de l'extrémisme violent, des intervenants ont engagé les États à simplifier la législation nationale et à coopérer aux niveaux régional et international, y compris dans le domaine de la répression et de l'échange de renseignements aux fins de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, tout en respectant le droit international des droits de l'homme et l'interdiction de la torture. Le rôle crucial des femmes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent a été mis en avant. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les activités du Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDD ont été saluées. On a noté que les groupes terroristes se finançaient en grande partie grâce à des enlèvements, au trafic de pétrole et de ressources naturelles, à la contrefaçon de produits pharmaceutiques et à d'autres activités illégales. Des intervenants ont souhaité que des mesures renforcées soient prises pour lutter contre le financement du terrorisme et les opérations de recrutement en ligne, et pour empêcher que des combattants terroristes étrangers ne soient recrutés et ne se rendent vers les zones de combat. Un orateur a prôné l'ouverture d'un débat sur l'élaboration d'un nouvel instrument juridique international de lutte contre le terrorisme. Un intervenant a appelé l'attention sur le rôle que jouait le Forum mondial de lutte contre le terrorisme en



faisant référence au sommet que le Conseil de sécurité avait consacré aux combattants terroristes étrangers, à New York en septembre 2014, ainsi qu'à la résolution 2195 (2014) qu'il avait adoptée le 19 décembre 2014 et dans laquelle il préconisait une action internationale visant à briser les liens entre terrorisme et criminalité transnationale organisée. Une autre intervenant a souligné qu'il importait de prendre des mesures préventives consistant par exemple à favoriser le dialogue avec les communautés religieuses et la coopération à l'échelle locale.

28. Plusieurs orateurs ont indiqué que l'élimination de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants faisait partie des premières priorités nationales. Certains ont souhaité que l'on privilégie dans ce domaine une démarche axée sur les victimes, qui tienne compte notamment du fait que celles-ci, en particulier lorsqu'il s'agissait de jeunes migrants, devaient avoir accès à la justice, mais aussi bénéficier de mesures de protection et d'un hébergement sûr. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts en matière de gestion et de contrôle des frontières, ainsi que d'inspection aux frontières. Certains ont souligné qu'il fallait résoudre les conflits anciens et que les conflits en cours avaient des incidences sur les flux de migration internationaux et nationaux. On s'est déclaré attaché au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi qu'à la ratification du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et de la Convention relative aux droits de l'enfant et de son protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

29. Les orateurs ont noté qu'il importait de lutter contre le trafic de biens culturels et d'objets historiques. Plusieurs ont salué l'adoption des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes, et certains ont préconisé l'élaboration et l'application de normes internationales supplémentaires à cet égard. Des intervenants ont déploré que des groupes terroristes aient récemment détruit des biens appartenant au patrimoine culturel et religieux.

30. Plusieurs orateurs ont insisté sur l'importance que revêtait la lutte contre les problèmes liés à la cybercriminalité, comme la fraude économique, les atteintes à la vie privée, la contrefaçon, la criminalité liée à l'identité, l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne et les failles des dispositifs de protection des données, et ils ont prôné la poursuite de la coopération internationale et de l'échange de bonnes pratiques dans ce domaine. En outre, certains intervenants ont appelé de leurs vœux un nouveau cadre juridique international qui viserait à combattre la cybercriminalité et à promouvoir la cybersécurité et qui conjuguerait mesures de répression et respect des droits de l'homme, en particulier du droit à la vie privée, tandis que d'autres orateurs ont insisté sur la nécessité d'appliquer les instruments existants.

31. Plusieurs intervenants ont expliqué que le commerce illicite de drogues constituait un grave sujet de préoccupation, qui menaçait le développement et l'état de droit. Certains ont fait observer qu'il fallait prendre des mesures pour renforcer la répression et réduire la production, tandis que d'autres ont souligné qu'une part de la responsabilité partagée à cet égard revenait aux pays de destination. Des orateurs ont dit leur satisfaction quant à l'assistance technique qu'offrait l'ONUDC pour lutter contre la production, la vente et le trafic de stupéfiants. Des intervenants

ont par ailleurs exhorté les États à ratifier et appliquer toutes les conventions internationales relatives aux drogues.

32. De nombreux orateurs ont insisté sur l'importance que revêtaient les mesures visant à prévenir et détecter le blanchiment d'argent et à donner effet aux dispositions pertinentes de la Convention contre la corruption et de la Convention contre la criminalité organisée dans le cadre d'une stratégie globale de prévention du crime et de justice pénale pour s'attaquer à la corruption, à la criminalité organisée, au trafic de stupéfiants et au terrorisme. Le rôle du Groupe d'action financière a été salué à cet égard. Un orateur a parlé de l'efficacité des outils de renseignement financier, tels que le logiciel goAML, pour suivre les flux financiers illicites et les réseaux criminels.

33. Les intervenants ont souligné l'importance d'une coopération internationale efficace et efficiente pour lutter contre la criminalité et pour s'attaquer en particulier aux liens de plus en plus forts qu'entretenaient la criminalité transnationale organisée, le terrorisme, la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que pour surmonter les obstacles à la coopération, notamment les lenteurs et procédures fastidieuses, le principe de non-extradition des nationaux et les difficultés auxquelles se heurtaient les enquêtes transfrontières du fait de dispositions juridiques et de réglementations divergentes entre États Membres. Certains orateurs ont mentionné les bénéfices que les États qui participaient à la coopération internationale et accordaient l'entraide judiciaire, même en l'absence de traité bilatéral avec l'État requérant, retiraient de telles décisions. D'autres ont souligné l'importance de la coopération pour faciliter le recouvrement d'avoirs. Un orateur s'est déclaré favorable à ce que le recours à la coopération dans le cadre d'affaires de corruption civiles et administratives soit encouragé. D'autres ont insisté sur l'utilité d'adopter un point de vue prospectif s'agissant de mettre en place des cadres juridiques harmonisés au niveau national et de promouvoir la coopération internationale, y compris par l'intermédiaire de réseaux régionaux de procureurs et, si possible, en tirant parti des connaissances qu'ont acquises les universitaires et les organisations internationales, dans la lutte contre les formes actuelles et émergentes de criminalité, dont la piraterie, la pêche illégale, l'exploitation forestière illégale et le trafic de produits issus d'espèces sauvages, de minéraux, de déchets environnementaux et d'organes humains. Certains intervenants ont précisé qu'une telle coopération devait être menée dans le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale.

34. Plusieurs orateurs ont fait part des expériences de leurs pays en matière d'application de mesures visant à prévenir les infractions et à enquêter à leur sujet. Il s'agissait notamment d'opérations ayant eu pour but d'inspirer à la population une plus grande confiance dans l'appareil judiciaire et les juges, de réformes pénitentiaires, de réformes – achevées ou prévues – du droit pénal de fond ou des règles de procédure pénale, de mesures consistant à renforcer la justice pénale, comme des mesures de protection des témoins, d'initiatives visant à améliorer la justice pour mineurs, la protection des enfants, la répression, le recours aux peines non privatives de liberté, la lutte contre le terrorisme et la prévention et la détection de la corruption, ainsi que de mesures visant à renforcer la coopération internationale aux niveaux régional et mondial. Certains intervenants ont aussi mentionné l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales globales de prévention du crime et de justice pénale.

35. Plusieurs orateurs ont indiqué que leurs pays proposaient une aide au développement et mettaient en œuvre des programmes de renforcement des capacités visant à promouvoir l'état de droit. D'autres ont insisté sur le rôle fondamental que jouaient les organismes des Nations Unies, en particulier l'ONUDC, en fournissant aux États Membres l'assistance technique dont ils avaient besoin pour appliquer les conventions, protocoles et autres normes internationales pertinentes. On a recommandé de continuer à élaborer et appliquer des mesures appropriées de prévention de la criminalité aux niveaux régional, national et local, et noté que l'ONUDC fournissait régulièrement un appui et des conseils spécialisés à cet égard. Un orateur a demandé qu'un pourcentage du produit du crime ou des biens confisqués dans les pays développés soit transféré aux pays en développement pour financer les programmes de prévention de la criminalité.

36. Exerçant leur droit de réponse en vertu de l'article 22 du règlement intérieur, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations. Exerçant ce même droit, l'Arménie s'est dite déçue que la Déclaration ne mentionne pas les dispositions de la Charte des Nations Unies. Elle a également regretté que, dans la Déclaration, certains principes aient été exprimés de telle sorte qu'une priorité particulière leur était attachée par rapport aux buts et à d'autres principes de la Charte et du droit international. L'Arménie a noté que tous les principes de la Charte des Nations Unies avaient la même importance pour les États Membres.

37. Le Gouvernement japonais s'est proposé d'accueillir le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra en 2020.

---